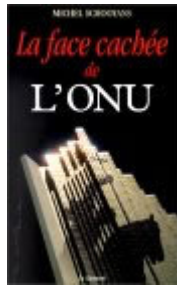


La face cachée de l'ONU



Article rédigé par , le 11 septembre 2008

Michel Schooyans est connu pour ses recherches en philosophie politique sur les idéologies contemporaines et les politiques de population. Il signe cette fois-ci un ouvrage expliquant le lien entre les grandes doctrines politiques et les stratégies internationales initiées par l'ONU.

Il faut commencer par distinguer, dans l'action de l'ONU, ses missions légitimes et justes des nouvelles prérogatives qu'elles s'accordent contre tout principe démocratique. En effet, l'ONU est née de la volonté d'éviter les horreurs de l'histoire moderne, en particulier celles de la Seconde Guerre mondiale. " Pour éviter de tels désastres, les hommes devaient reconnaître qu'ils étaient tous égaux en dignité, qu'ils avaient tous les mêmes droits, et que ces droits devaient être promus et protégés par les États et la communauté internationale ", d'où la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. La mission de l'ONU naissait d'un besoin évident mais elle s'est vite éloignée de ses origines pour élaborer une conception radicalement différente des droits de l'homme. L'idée de Michel Schooyans est de montrer comment se forment ces nouveaux droits à l'ONU, tout en montrant qu'ils découlent logiquement d'une certaine philosophie holistique et individualiste à la fois. Déjà, les médiévaux avaient l'intuition des droits de l'homme. D'eux, nous pouvons retenir qu'ils sont liés à la nature de l'homme. L'ensemble de ces droits est en outre hiérarchisé et le premier d'entre eux est le droit à la vie. Mais avec la modernité et les guerres de religion, toute référence à Dieu va être supprimée car elle serait source de division. Finalement, une culture des droits de l'homme s'est bien enracinée dans l'histoire et la Déclaration universelle de 1948 est là pour en témoigner. Cette déclaration est juste car elle met en relief la sociabilité naturelle des hommes. L'État doit alors être au service des personnes, la subsidiarité elle-même est mise en valeur. Malheureusement, la Déclaration universelle des droits de l'homme n'est pas assez connue et respectée. Malgré ses nombreux fruits, une nouvelle conception des droits de l'homme veut s'y substituer. Loin de résulter d'une réflexion sur la nature humaine, ses protagonistes préfèrent comme méthode le " consensus ". Ce terme, typiquement onusien, est détourné de son sens courant — jugement concordant des hommes qui permet d'adhérer à une affirmation — et définit une méthode permettant d'arriver à la définition de " nouveaux droits de l'homme ". Ils sont " le fruit de décisions volontaires auxquelles on adhère. Mais on feint d'imputer à ces décisions le même statut de vérité que celui qui était reconnu aux principes ayant déjà fait l'objet d'un assentiment ". Derrière cette logique récente, il faut reconnaître la philosophie de Kant et le primat de la volonté. Et aussi, Rousseau auquel l'ONU semble vouloir emprunter sa fameuse religion civile. L'ONU des origines devient méconnaissable de l'ONU d'aujourd'hui. Il suffit pour cela d'observer les grands sommets et rencontres actuelles. C'est par exemple le projet de Charte de la Terre qui baigne dans une vision holiste du monde. L'homme, loin d'être le centre du monde n'en est qu'un fragment et doit se mêler au Tout dans lequel il vit. L'influence du New Age est notable dans ce texte préparé par seulement deux organisations non gouvernementales. La méthode est loin d'être démocratique. Quant à la Cour pénale internationale, s'il est vrai qu'elle comble sans doute une lacune, elle oscille entre une conception réaliste et consensuelle des droits de l'homme. Un danger déjà apparaît et on comprend la position américaine qui a refusé d'y participer, craignant pour sa souveraineté. Malgré cette volonté hégémonique de l'ONU, Mgr Schooyans a des motifs d'espérance. Le sommet " Pékin + 5 " consacré à la femme fut d'après le Monde " sans grand succès ". Pourtant, il y avait près de 8000 participants et 2000 ONG. À la surprise générale, les " nouveaux droits de l'homme " appuyée par l'ONU, les pays riches, les féministes radicales et de nombreux autres lobbies n'ont pas pu vraiment apparaître dans le texte final. Le G 77 qui regroupe les nombreux pays en développement ont une conscience de plus en plus nette des dangers de cette nouvelle idéologie. Si les premiers réclamaient le droit à l'orientation sexuelle, la reconnaissance de multiples modèles de famille, l'accès au service de " santé génésique ", l'éducation sexuelle des adolescents, le texte final a reconnu sous l'impulsion des seconds la famille traditionnelle et son rôle fondamental. Le Vatican et une certaine présence chrétienne a sans doute permis ce succès. Malgré cela, on peut se demander quel est le véritable projet de l'ONU. Pour Michel Schooyans, l'ONU s'oriente " vers une gouvernance mondiale ". À nouveau il montre les liens avec des

philosophes tel que Hobbes ou des juristes comme Kelsen. Pour ce dernier, le droit international, ne doit pas être une fraction de l'ordre juridique interne aux États mais la référence et la norme juridique suprême. À terme, c'est la dissolution des États et un système de contrôle mondial que nous pouvons craindre. Quant à l'Union européenne, elle se montre encore plus déterminée que les États-Unis à défendre cette nouvelle vision de l'homme ; la Pologne, où l'avortement est interdit, et d'autres pays d'Europe centrale en font parfois les frais. La dernière partie du livre montre les failles de ce système et les menaces qu'il fait peser. Bâtie sur du sable, l'ONU ne pourra pas modéliser l'humanité dans sa totalité et le dissentiment chrétien est là pour en témoigner. Ses échecs en Bosnie, en Somalie ou encore au Tibet sont patents. Pour finir, Michel Schooyans revient à la famille. Alors que celle-ci est fragilisée dans les pays riches et par l'ONU, est une réalité porteuse d'avenir, une source d'espérance et un axe stratégique pour ceux qui ne veulent " rester ni indifférents, ni muets, ni inactifs face à ce qui est en train de se passer ". PAUL -WANDRILLE PARENT

<http://www.amazon.fr/exec/obidos/ASIN/2866793021/libertepoliti-21> 0 0 0,00 Non 0,00 €